Renouveler l'histoire sociale du « Troisième Reich » par l'étude de la « Communauté du Peuple » nationale-socialiste

Rethinking the Social History of the "Third Reich" Through a Study of the National Socialist "People's Community"

Charlotte Soria
Sorbonne Université, SIRICE

Les termes de « peuple » et de « Communauté du peuple » étaient particulièrement prégnants dans les discours nazis, ce qui a longtemps disqualifié leur usage pour étudier la société allemande sous le « Troisième Reich ». Le « peuple » désignait un *ethnos* aux frontières strictes et non négociables, la « Communauté du peuple » un projet social négocié. Ce n'est qu'au tournant des années 2000 que la « Communauté du peuple » a été utilisée comme un outil heuristique permettant d'éclairer des pratiques aux fondements du projet social nazi. Pour cela, les historiens ont opéré un renouvellement de leurs sources, méthodes et échelles d'analyse. Ils ont privilégié une approche praxéologique inspirée de l'histoire du quotidien en faisant une histoire « par en bas » plus apte à saisir *l'Eigensinn* des « Allemands » et leurs actions individuelles qui contribuèrent, même sans enthousiasme, à la fabrication de la « Communauté du peuple ».

Mots-clés : peuple, communauté du peuple, Eigensinn, pratique sociale, Wildt, Michael, Alf Lüdtke

The terms "people" and "Community of the People" were particularly important in Nazi discourse, which for a long time disqualified their use in the study of German society under the "Third Reich". The "people" referred to an *ethnos* with strict, non-negotiable boundaries, while the "Community of the People" referred to a negotiated social project. It was not until the turn of the 2000s that the "Community of the People" was used as a heuristic tool to study the practices underlying the Nazi social project. To this end, historians renewed their sources, methods, and scales of analysis. They preferred a praxeological approach inspired by the history of everyday life, crafting a "history from below" better suited to capturing the *Eigensinn* of the Germans and their individual actions which contributed, even if without enthusiasm, to the construction of the "Community of the People".

Keywords: people, people's community, Eigensinn, social practices, Wildt, Michael, Alf Lüdtke

DOI / URL https://www.ouvroir.fr/rhs/index.php?id=255
Licence https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/

« Ein Volk, ein Reich, ein Führer » (« Un peuple, un Empire, un chef ») est sans doute le slogan le plus célèbre du « Troisième Reich », teintant le terme de « peuple[1] » (*Volk*) d'une tache indélébile. Par ce stigmate, il a longtemps été banni de la grille d'analyse de la société allemande sous le « Troisième Reich », et son usage scientifique s'en est trouvé disqualifié. Un peuple est une construction sociale, nous apprend l'histoire[2], mais sous le nazisme il était devenu bien plus : un projet politique total.

Pour comprendre la charge idéologique de ce mot, dont le sens est le reflet d'une époque, il nous faut éviter tout anachronisme et nous pencher sur ses usages et son sens mis en contexte. L'idée de peuple pouvait être exprimée par deux mots de la *Lingua Tertii Imperii* : *Volk* et *Volksgemeinschaft*. Ils se confondaient parfois dans les discours des dirigeants, en premier lieu Hitler, mais leurs sens étaient différents. Le premier désignait « une communauté naturelle marquée par la race et un territoire commun, partageant une même origine, une même histoire, une langue et une culture, et qui avait besoin d'une forte direction, d'une éducation et d'un endoctrinement constant[3] ». Ce peuple-là était donc un groupe social, fondé sur des critères racistes largement mythifiés, car en allemand ce terme désigne bien plus que sa traduction française : une entité qui échappe au temps[4]. Il se définissait aussi par l'idée d'une conversion des « Allemands » à la « vision du monde » nationale-socialiste sous la direction du *Führer*. La « Communauté du peuple », en revanche, désignait un « slogan central du national-socialisme : des communautés de vie issues d'une communauté de sang, d'une communauté de destin, d'une communauté de croyants dans le national-socialisme, dans lesquelles les classes, les partis, les rangs et les intérêts individuels devaient être levés et remplacés au profit du besoin commun

1. Tous les mots du nazisme – par exemple, le « Mouvement » pour désigner le parti national-socialiste et ses organisations associées, le « Troisième Reich », les « Allemands » pour désigner les inclus du projet social nazi fondé sur une « aryanité » inventée – seront mis entre guillemets. Ils expriment la « vision du monde » et le projet de transformation sociale du nazisme qu'il nous faut questionner.
2. Déborah Cohen, *La Nature du peuple. Les formes de l'imaginaire social (XVIII^e^-XXI^e^ siècles)*, Paris, Champ Vallon, 2010 ; *Id.*, *Peuple*, Paris, Anamosa, 2019.
3. « Volk », dans Cornelia Schmitz-Berning, *Vokabular des Nationalsozialismus*, Berlin, De Gruyter, 1998 et 2007, p. 642-644, ici p. 642. Extrait traduit : « Eine durch Rasse und gemeinsamen Volksboden geprägte naturhafte Gemeinschaft von gemeinsamer Abstammung, Geschichte, Sprache und Kultur, die einer starken Führung und steter Erziehung und Ausrichtung bedarf ».
4. Reinhart Koselleck, « Volk. Nation. Nationalismus. Masse », dans Otto Brunner, Werner Conze et Reinhart Koselleck (dir.), *Geschichtliche Grundbegriffe : Historisches Lexikon zur politisch-sozialen Sprache in Deutschland*, 8 volumes, Stuttgart, 1972-1992, VII (1992), p. 141-143.

de tous les camarades de la Communauté[5] ». Le « peuple » nazi était devenu un invariant raciste, quand la « Communauté » désignait un vivre ensemble, un idéal politique d'union et un projet social : une promesse d'« égalité dans la race ».

Pour toutes ces raisons, les historiennes et historiens du nazisme ont tôt fait après-guerre de réduire l'idée de « Communauté du Peuple » à un slogan de propagande, une promesse de mots et de papier, en somme à une manipulation démagogique[6]. En mesurant la distance entre réalité sociale et (més)usage lexical, ils voulaient dénazifier la conscience des Allemands et les prémunir de la nostalgie des « bons côtés » du nazisme. Désormais, la nazification de la société allemande par la fabrication d'une « Communauté du peuple » nationale-raciste n'est plus questionnée. La « Communauté du peuple » est considérée comme le fondement de la stabilisation du « Troisième Reich » et de sa radicalisation[7]. Comment dès lors l'étudier sans courir le risque de proclamer les réussites sociales et politiques du « Troisième Reich » ou de conclure à la condamnation morale de tous les Allemands ?

Pour répondre à ce défi, les historiennes et historiens du nazisme ont d'abord refusé d'étudier ce « peuple » comme un objet historique. Mais, face à la réalité de la complicité de larges pans de la société aux projets nazis, ils ont dû répondre aux défis posés par ces termes et opposer aux discours officiels les pratiques sociales. Ils ont étudié alors la « Communauté du peuple » non comme un groupe en soi, mais comme un « groupisme[8] », dont ils devaient interroger les origines et l'historicité, les pratiques constitutives, exclusives et inclusives, ainsi que les rapports dialectiques des « Allemands » au pouvoir.

---

5. « Volksgemeinschaft », dans Cornelia Schmitz-Berning, *Vokabular*, *op. cit.*, p. 654-659, ici p. 654. Extrait traduit : « Zentrales Schlagwort des Nationalsozialismus : Aus Blutgemeinschaft, Schicksalsgemeinschaft, nationalsozialistischer Glaubensgemeinschaft hervorgegangene Lebensgemeinschaften in den Klassen, Parteien, Standesgegensätze und individuelle Interessen zugunsten des gemeinsamen Nutzens aller Volksgenossen aufgehoben sein sollten ».
6. Jusqu'à Peter Reichel dans *La Fascination du nazisme*, Paris, Odile Jacob, 1993 (1991).
7. Norbert Frei, *1945 und wir. Das Dritte Reich im Bewußtsein der Deutschen*, München, C.H. Beck, 2005, p. 107-128.
8. Rogers Brubaker, « Ethnicity without Groups », *European Journal of Sociology/Archives Européennes de Sociologie/Europäisches Archiv für Soziologie*, 43, 2, 2002, p. 163-89, notamment p. 164-166.

Le « peuple », angle mort de l'histoire sociale allemande

Le point de départ : la « Communauté du peuple » est un mythe

Là est le constat tiré par Heinrich August Winkler en 1977, dans son compte-rendu de l'ouvrage de Tim W. Mason sur l'histoire de la société allemande et des ouvriers sous le nazisme :

> La Communauté du peuple resta un mythe. La propagande du régime ne pouvait pas faire des masses un groupe prêt au sacrifice, qui aurait juré aux dirigeants une constante fidélité. La conscience des intérêts conflictuels de classe était toujours présente : les ouvriers n'oubliaient pas, qu'ils étaient « en bas » et que les autres étaient « en haut ». Les nationaux-socialistes pour leur part n'osèrent pas provoquer les masses par une diminution radicale de leur niveau de vie. […] Les différences de classe ne furent pas réduites par les nationaux-socialistes, uniquement temporairement recouvertes[9].

Dans le livre de Tim W. Mason, les « masses » dont parlait Heinrich August Winkler recouvraient uniquement la classe ouvrière dans une définition socio-économique stricte, celle des ouvriers d'usine, et dans une conscience politique, celle du prolétariat. Pour l'historien britannique, ces femmes et hommes avaient été marqués avant 1939 par l'exploitation accrue et la répression[10]. La promesse égalitaire et la conquête des ouvriers par le régime nazi avaient échoué[11]. Les ouvriers, le vrai peuple allemand, avaient été les héros de la résistance au nazisme, encore célébrés comme tels en RDA, tandis que le NSDAP, ses membres et ses électeurs, étaient toujours considérés comme l'émanation d'une classe moyenne prise dans la peur du déclassement[12].

---

9. Heinrich August Winkler, « Mythos », art. cité, ici p. 489. Citation traduite : « Die Volksgemeinschaft blieb ein Mythos. Die Propaganda des Regimes konnte die Massen nicht zu jener heroischen Opferbereitschaft bewegen, die die Führung ständig beschwor. Das Bewusstsein von gegensätzlichen Klasseninteressen war präsent: die Arbeiter vergaßen nicht, dass sie "unten" und anderen "oben" waren. Die Nationalsozialisten ihrerseits wagten nicht, die Massen durch eine radikale Minderung ihres Lebensstandards herauszufordern. […] Die Klassengegensätze wurden durch den Nationalsozialismus nicht abgeschliffen, sondern nur zeitweise verhüllt ».
10. Tim W. Mason, *Sozialpolitik im Dritten Reich. Arbeiterklasse und Volksgemeinschaft*, Opladen, Westdeutscher Verlag, 1977, p. 9.
11. Tim W. Mason, *Arbeiterklasse und Volksgemeinschaft. Dokumente und Materialien zur deutschen Arbeiterpolitik, 1936-1939*, Opladen, Westdeutscher Verlag, 1975.
12. En partant des observations sociologiques de Theodor Geiger, *Die soziale Schichtung des deutschen Volkes. Soziographischer Versuch auf statistischer Grundlage*, Stuttgart, Enke, 1967 (1932).

L'ouvrage de Tim W. Mason constituait une réponse aux voix historiennes qui commençaient à s'élever contre cette lecture réificatrice de la relation entre le peuple allemand et le pouvoir nazi. Dans l'histoire alors produite, le concept de « Communauté du peuple » avait implicitement constitué un point de référence de l'analyse de certains. Richard Grunberger s'en servit dès 1971 comme ligne directrice de sa présentation de l'histoire sociale du « Troisième Reich[13] », tandis que David Schoenbaum[14] ou Martin Broszat[15] l'utilisèrent incidemment. David Schoenbaum affirma ainsi le « triomphe de l'égalitarisme[16] » sous le « Troisième Reich ». Un des objectifs de la politique sociale du « Troisième Reich » avait été de déprolétariser le peuple ouvrier pour mieux effacer les barrières entre les classes sociales héritées de Weimar et former une « Communauté du peuple » unie « dans la race ». Un but que le régime avait, d'après l'historien britannique, largement atteint.

En revanche, la recherche dominante en histoire sociale du régime national-socialiste des années 1960-1970 se préoccupait uniquement de mesurer « le fossé séparant la promesse nationale-socialiste d'utopie sociale résumée dans la formule de propagande de *Volksgemeinschaft* d'une part, la structure sociale de l'autre[17] ». La société et ses différentes catégories sociales étaient au cœur de ces nouvelles recherches, sous l'impulsion de Werner Conze, fondateur de l'Arbeitskreis für moderne Sozialgeschichte[18] (1956), et plus tard de Jürgen Kocka[19]. Leurs travaux portaient alors essentiellement sur l'évolution du milieu ouvrier identifié à la grande industrie d'Allemagne de l'Ouest, et démontraient le maintien de fortes inégalités de revenus[20]. Le peuple, toujours ouvrier, était resté à la marge du pouvoir et n'avait pas bénéficié des avantages liés à la promesse de « Communauté du peuple ».

---

13. Richard Grunberger, *A Social History of the Third Reich*, London, Penguin Book, 1971.
14. David Schoenbaum, *La Révolution brune. Une histoire sociale du III^e Reich (1933-1939)*, Paris, Robert Laffont, 1979 (1966).
15. Martin Broszat, « Soziale Motivation und FührerBindung im Nationalsozialismus », *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte*, 18, 1970, p. 392-409.
16. David Schoenbaum, *La Révolution brune*, *op. cit.*, p. 334 et 348.
17. Janosch Steuwer, « Was meint und nützt das Sprechen von der "Volksgemeinschaft" ? Neuere Literatur zur Gesellschaftsgeschichte des Nationalsozialismus », *Archiv für Sozialgeschichte*, 53, Bonn, J.H.W. Dietz Nachf., p. 487-534, ici p. 487.
18. Werner Conze, *Die Strukturgeschichte des technisch-industriellen Zeitalters als Aufgabe für Forschung und Unterricht*, Köln, Westdeutscher Verlag, 1957 ; Jürgen Kocka, « Werner Conze und die Sozialgeschichte in der Bundesrepublik Deutschland, Geschichte in Wissenschaft und Unterricht (GWU) », *Zeitschrift des Verbandes der Geschichtslehrer Deutschlands*, 37, 10, 1986, p. 595-602.
19. Jürgen Kocka, *Sozialgeschichte – Strukturgeschichte – Gesellschaftsgeschichte*, Bonn-Bad Godesberg, Verlag Neue Gesellschaft, vol. 15, 1975, p. 1-42.
20. Carola Sachse, Tilla Siegel, Hasso Spode, Wolfgang Spohn, *Angst, Belohnung, Zucht und Ordnung. Herrschaftsmechanismen im Nationalsozialismus*, Opladen, Westdeutscher Verlag, 1982.

En réalité, dans cette bataille du peuple allemand et de son rapport au « Troisième Reich », c'est la définition même de l'histoire et de ses méthodes qui était en jeu. Depuis les années 1950, l'histoire sociale (*Sozialgeschichte*) était une « histoire structurelle » (*Strukturgeschichte*), qui étudiait les « structures sociales, processus et mouvements[21] ». Elle avait triomphé, par l'analyse statistique de catégories ou classes sociales, de la vieille « histoire des peuples » (*Volksgeschichte*) marquée de l'empreinte nazie, qui avait entaché la pratique historienne entre 1933 et 1945 jusqu'à ceux qui, après 1945, s'en étaient détachés, dont Werner Conze[22]. Il fallut donc attendre les années 1980 pour que les fondements heuristiques de la recherche sur le « peuple » allemand et son rapport au pouvoir national-socialiste changent fondamentalement.

Dans les années 1980, la question d'un « peuple nazi » est enfin posée

Les années 1980 ont opéré un triple changement des termes du sujet : d'archives, de méthodes et d'outils d'analyse. La question de l'adhésion, alors au centre des analyses, posa *in fine* celle de l'existence d'un « peuple national-socialiste ».

Ce constat a découlé tout d'abord d'un changement de paradigme dans l'écriture de l'histoire outre-Rhin. D'autres sources et méthodes ont alors été mobilisées, qui s'appuyaient sur l'« histoire vécue » ou « histoire du quotidien » (*Alltagsgeschichte*) et l'*oral history* pratiquée dans des ateliers qui visaient à décloisonner savoirs académique et populaire, à faire l'histoire des « petites gens », des « victimes oubliées » du nazisme. De grandes enquêtes furent alors menées. L'Institut d'histoire du temps présent de Munich lança, sous la direction de Martin Broszat, le *Bayern Projekt* qui aboutit à la parution de six tomes entre 1977 et 1983. Partant de l'analyse de la dialectique entre les pouvoirs et la société allemande, il souligna surtout l'ampleur des accommodements populaires.

Le Projet Bavière constitua un tournant dans l'analyse des relations entre la société allemande et le « Troisième Reich », dans un contexte de remise en question des méthodes de l'histoire sociale. Pour cela, il avait changé d'échelle d'analyse en ancrant son travail dans un espace régional, et avait adopté de nouvelles sources – les rapports de situation

21. Werner Conze, « Sozialgeschichte », dans Hans-Ulrich Wehler (dir.), *Moderne deutsche Sozialgeschichte*, 3. Aul., Köln, Kiepenheuer und Witsch, 1970, p. 9-26, ici p. 9.
22. Michael Fahlbusch, *Wissenschaft im Dienst der nationalsozialistischen Politik ? Die "Volksdeutschen Forschungsgemeinschaften" von 1931-1945*, Baden-Baden, Nomos Verlag, 1999.

et d'opinion des différentes institutions et organisations du « Troisième Reich[23] » –, mais il ne réussit pas à faire une « histoire par en bas » des comportements populaires face au nazisme[24]. Le deuxième projet de recherche porta quant à lui sur les ouvriers de la Ruhr et s'intéressa à la question de la « continuité du peuple[25] », à travers l'étude de l'« expérience populaire », ouvrière, depuis les années 1930. Appuyé sur des sources orales, il démontra l'ambivalence des comportements de la population allemande et l'ampleur de l'adhésion au nazisme, même dans un milieu ouvrier enraciné dans la tradition sociale-démocrate ou catholique.

Ces grandes enquêtes, ainsi que les articles novateurs publiés alors, abordèrent un nouvel aspect : les modalités d'attachement au régime par le biais de liens subjectifs et émotionnels noués entre le « peuple » et le *Führer*. Ces travaux s'inscrivaient dans un tournant culturel de l'histoire des fascismes impulsé dès les années 1960 par George L. Mosse[26], qui contribua à orienter l'histoire sociale du nazisme vers l'étude des mentalités[27]. Le « peuple » ne pouvait plus être cantonné à une foule organisée dans des manifestations contraintes[28]. La question de l'attachement à la figure charismatique du *Führer* se posa alors avec acuité, notamment dans les travaux de Ian Kershaw[29], mais toujours suivant une vision descendante qui tendait à invisibiliser les « Allemandes » et les « Allemands ». Il fallut attendre les travaux de Detlev Peukert pour changer de point de vue. Dans son histoire sociale de l'opinion publique sous le « Troisième Reich », il fut le premier à montrer une dynamique essentielle de fabrication de la « Communauté du peuple » : l'exclusion

---

23. Martin Broszat, Elke Fröhlich, Falk Wiesemann (dir.), *Bayern in der NS-Zeit, Bd. 1: Herrschaft und Gesellschaft im Konflikt*, Munich e.g., Oldenbourg, 1977, p. 11-19.
24. Michael Wildt, « Das "Bayern-Projekt", die Alltagsforschung und die "Volksgemeinschaft" », dans Norbert Frei (dir.), *Martin Broszat, der « Staat Hitler » und die Historisierung des Nationalsozialismus*, Göttingen, Wallstein Verlag, 2007, p. 119-129.
25. Lutz Niethammer (dir.), *« Die Jahre weiß man nicht, wo man die heute hinsetzen soll ». Faschismuserfahrungen im Ruhrgebiet. Lebensgeschichte und Sozialkultur im Ruhrgebiet 1930 bis 1960, Bd. 1*, Dietz, Berlin/Bonn, 1983, p. 5-29, ici p. 7.
26. George L. Mosse, *The Culture of Western Europe*, Chicago, Rand, McNally and Co., 1961 ; *Id.*, « The Genesis of Fascism », *Journal of Contemporary History*, 1966, 1, 1, p. 14-26.
27. Timothy W. Mason, « Die Bändigung der Arbeiterklasse im nationalsozialistischen Deutschland. Eine Einleitung », dans Carola Sachse, Tilla Siegel, Hasso Spode, Wolfgang Spohn, *Angst, Belohnung*, *op. cit.*, p. 11-53.
28. Lothar Kettenacker, « Sozialpsychologische Aspekte der Führer-Herrschaft », dans Gerhard Hirschfeld et Lothar Kettenacker (dir.), *Der Führerstaat: Mythos und Realität. Studien zur Struktur und Politik des Dritten Reiches*, Stuttgart, E. Klett, J.G. Cotta, 1981, p. 98-132.
29. Ian Kershaw, *Der Hitler-Mythos. Volksmeinung und Propaganda im Dritten Reich*, Stuttgart, Deutsche Verlags-Anstalt, 1980.

qui créa deux nouvelles catégories sociales, les « camarades du peuple » (*Volksgenossen* et *Volksgenossinnen*) d'une part, les « étrangers à la communauté » (*Gemeinschaftsfremde*) de l'autre[30]. À partir de ces conclusions, il n'était plus possible de voir les « Allemands » comme des sujets passifs d'un pouvoir qui leur aurait été extérieur.

La *Täterforschung*, un tournant

La nouvelle histoire sociale prit alors au sérieux la « vision du monde » nationale-socialiste[31] et son enracinement au sein de la population, avec la diffusion d'une histoire culturelle du politique. Elle se concentra d'abord sur les bourreaux du régime[32]. L'essor d'une histoire du quotidien avait pu faire courir le risque d'une coupable banalisation de la vie sous le « Troisième Reich », en se focalisant sur la population majoritaire, et faire perdre de vue le point nodal du régime : son antisémitisme, concrétisé pendant la guerre par une politique systématique de destruction du monde juif européen[33]. En outre, la demande sociale poussait à en savoir plus sur la participation d'un nombre conséquent d'individus à la politique de persécution et d'extermination de l'Allemagne nazie, nourrie par des événements médiatiques majeurs et des initiatives politiques qui firent appel à des historiens en herbe lors de concours scolaires[34].

Jusque dans les années 1980, le « peuple » avait toujours été placé hors de l'équation de la violence et du pouvoir. Daniel J. Goldhagen affirma au contraire, dans un ouvrage qui

30. Detlev Peukert, *Volksgenossen und Gemeinschaftsfremde. Anpassung, Ausmerze und Aufbegehren unter dem Nationalsozialismus*, Köln, Bund-Verlag, 1982.
31. Johann Chapoutot, *La Révolution culturelle nazie*, Paris, Gallimard, 2017.
32. Il serait bien difficile de résumer ici tous les livres majeurs produits par la *Täterforschung* ou recherche sur les criminels allemands. Pour les livres traduits en français, on peut se reporter aux classiques de Christopher Browning, *Des hommes ordinaires : le 101e bataillon de réserve de la police allemande et la solution finale en Pologne*, Paris, Les Belles Lettres, 1994 (1992) ; Omer Bartov, *L'Armée d'Hitler : la Wehrmacht, les nazis et la guerre*, Paris, Hachette littératures, 1999 (1991). Pour le spécialiste de la question en français, on se reportera aux travaux de Christian Ingrao, notamment *Croire et détruire : les intellectuels dans la machine de guerre SS*, Paris, Seuil, 2010, et *La Promesse de l'Est : espérance nazie et génocide, 1939-1943*, Paris, Seuil, 2016.
33. Comme on peut le lire dans les échanges publiés entre Martin Broszat et Saul Friedländer, « "Um die Historisierung des Nationalsozialismus". Ein Briefwechsel », *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte*, vol. 36 (1988), Heft 2, p. 338-372. Saul Friedländer a donné son point de vue en français dans l'article « Réflexions sur l'historisation du national-socialisme », *Vingtième Siècle*, 16, octobre-décembre 1987, p. 43-54.
34. Le président allemand Heinemann lança ainsi le concours sur l'histoire allemande qui devait décrire une « Société par en bas », et dont le thème en 1980-1981 portait sur « Le quotidien sous le nazisme » (Alltag im Nationalsozialismus), auquel près de 13 000 élèves participèrent. Cf. Johannes Beck (dir.), *Terrror und Hoffnung in Deutschland, 1933-1945. Leben im Faschismus*, Hamburg, Rowohlt Taschenbuch Verlag, 1980.

fut autant un succès médiatique qu'un objet de controverses, que la culture allemande aurait été caractérisée par un « antisémitisme éliminationniste[35] » faisant de tous les « Allemands » des bourreaux. Si ses conclusions furent réfutées[36], l'ouvrage posa la question de la place et du rôle de la société allemande dans la persécution des minorités et la réalisation des génocides. On put alors se demander si cette participation ne découlait pas de leur appartenance à une « Communauté du peuple » nazie[37].

C'est à cette question que répondit Michael Wildt dans son livre fondateur sur la « Communauté du peuple » comme « empouvoirement » (*Selbstermächtigung*)[38]. L'historien y analysait les violences subies par les Allemands juifs, du boycott du 1er avril 1933 jusqu'au pogrom de novembre 1938, en s'appuyant sur la méthode de « description dense » de Clifford Geertz[39] et la théorie sociologique de Niklas Luhmann[40]. Il inséra alors les violences antisémites dans les sociétés locales et les caractérisa comme un « empouvoirement », produisant exclusion des victimes et inclusion de leurs bourreaux comme du public nombreux qui y assistait. Cette étude changea le paradigme de la *Täterforschung*. Michael Wildt n'interrogeait pas les acteurs et leurs motifs, mais les pratiques constitutives d'une « Communauté du peuple » fondée sur les violences et l'exclusion, ouvrant un nouveau champ de recherche à l'histoire sociale du nazisme.

Étudier la « Communauté du peuple » comme outil d'analyse heuristique

La « Communauté du peuple » est désormais au cœur de la recherche en tant que promesse sociale et référentiel de comportements qui contribuèrent de manière déterminante à la nazification de la société. Pour cela, le terme a glissé d'un « groupisme » nazi qu'il s'agissait de déconstruire à un outil heuristique permettant l'analyse de la société allemande sous le nazisme. Martina Steber et Bernhard Gotto l'ont défini comme un ordre imaginé,

35. Daniel J. Goldhagen, *Les Bourreaux volontaires d'Hitler : les Allemands et le génocide*, Paris, Seuil, 1997 (1996).
36. Julius H. Schoeps (dir.), *Ein Volk von Mördern ? Dokumentation zur Goldhagen-Kontroverse um die Rolle der Deutschen im Holocaust*, Hambourg, Hoffmann und Campe, 1996.
37. Norbert Frei, *1945 und wir*, *op. cit.*, ici p. 207-208.
38. Michael Wildt, *Volksgemeinschaft als Selbstermächtigung. Gewalt gegen Juden in der deutschen Provinz, 1919 bis 1939*, Hamburg, Hamburger Edition, 2007.
39. Clifford Geertz, « La description dense. Vers une théorie interprétative de la culture », traduit dans *Enquête*, 6, 1998, p. 73-105.
40. Niklas Luhmann, *Soziologische Aufklärung 6: Die Soziologie und der Mensch*, Opladen, Westdeutscher Verlag, 1995, p. 237-264.

l'utopie d'un avenir meilleur, une inscription dans un double système d'assignation, une référence et une incitation à l'action individuelle[41]. Cette promesse d'unité a vu son sens radicalement changer sous le « Troisième Reich » et a eu des traductions concrètes par des pratiques sociales qui placèrent les Allemandes et Allemands exclus et inclus au cœur de sa fabrique[42]. Les processus de « mise en communauté » (*Vergemeinschaftung*), par les sentiments d'appartenance, furent alors étudiés[43], posant la question complexe du lien entre la société allemande et le pouvoir nazi.

Les particularités de la « Communauté du peuple » national-socialiste

Les premières recherches ont replacé la « Communauté du peuple » dans une généalogie allemande en partant des représentations de contemporains comme Hugo Plessner qui soulignait dès 1924 à quel point ce slogan avait constitué une « idole de l'époque[44] ». Le terme recouvrait à l'origine un idéal politique forgé dans l'expérience commune de la *Burgfrieden*, le temps d'unité et de paix civile, fantasmé après-guerre, d'août 1914[45]. Puis sa définition perdit de sa netteté sous l'action de son usage intensif. La définition du « peuple » dépendait du bord politique de celui qui y faisait appel, la « Communauté du peuple » était la métaphore de l'idéologie politique de chacun[46]. Au cœur du débat, les

41. Martina Steber, Bernhard Gotto (dir.), « Volksgemeinschaft. Writing the Social History of the Nazi regime », dans *Id.*, *Visions of community in Nazi Germany: Social Engineering and Private Lives*, Oxford/New York, Oxford University Press, 2014, p. 20-22.

42. *Ibid.*, p. 7-8, les auteurs s'appuyaient en cela sur les travaux de Detlev Peukert, *Volksgenossen und Gemeinschaftsfremde*, *op. cit.*, 1982 ; Robert Gellately, *The Gestapo and German Society. Enforcing Racial Policy, 1933-1945*, Oxford, Oxford University Press, 1990 ; Eric A. Johnson, *Nazi Terror. The Gestapo, Jews, and Ordinary Germans*, New York, Basic Books, 2000 ; Michael Wildt, *Volksgemeinschaft als Selbstermächtigung*, *op. cit.*

43. Par le biais du recours aux égo-documents par exemple chez Janosch Steuwer, *« Ein Drittes Reich, wie ich es auffasse ». Politik, Gesellschaft und privates Leben in Tagebüchern, 1933-1939*, Göttingen, Wallstein Verlag, 2017.

44. Helmuth Plessner, *Grenzen der Gemeinschaft. Eine Kritik des sozialen Radikalismus*, Suhrkamp, Frankfurt am Main, 2002 (1924), p. 24.

45. Günther Mai, « "Verteidigungskrieg" und "Volksgemeinschaft". Staatliche Selbstbehauptung, nationale Solidarität und soziale Befreiung in Deutschland in der Zeit des Ersten Weltkriegs (1900-1925) », dans Wolfgang Michalka (dir.), *Der Erste Weltkrieg. Wirkung, Wahrnehmung, Analyse*, Munich, Piper, 1994, p. 583-602 ; Hans-Ulrich Thamer, « Volksgemeinschaft. Mensch und Masse », dans Richard Von Dülmen (dir.), *Erfindung des Menschen. Schöpfungsträume und Körperbilder, 1500-2000*, Wien et al., Böhlau Wien, 1998, p. 367-386 ; Paul Nolte, *Die Ordnung der deutschen Gesellschaft. Selbstentwurf und Selbstbeschreibung im 20. Jahrhundert*, München, C.H. Beck Verlag, 2000 ; Steffen Bruendel, *Volksgemeinschaft und Volksstaat. Die "Ideen" von 1914 und die Neuordnung Deutschlands im Ersten Weltkrieg*, Berlin, Akademie Verlag, 2003 ; Stefan Vogt, *Nationaler Sozialismus und soziale Demokratie. Die sozialdemokratische junge Rechte, 1918-1945*, Bonn, J.H.W. Dietz Nachf., 2006.

46. Jeffrey Verhey, *The spirit of 1914: militarism, myth and mobilization in Germany*, Cambridge,

valeurs et normes politiques, le récit de l'« esprit de 1914 » et de l'expérience de la guerre forgèrent différentes versions de ce que le peuple et la sphère publique devaient être. Pour les conservateurs, la « Communauté du peuple » désignait l'espoir de la conversion des sociaux-démocrates en Allemands à part entière, quand pour les nationalistes radicaux ce terme recouvrait un but, l'unité de tous les « peuples germaniques ». Pour la gauche, la « Communauté du peuple » née de 1914 était synonyme de démocratie[47]. Enfin, elle devint « une des formules les plus mobilisatrices du mouvement de masse national-socialiste[48] » par une inflexion nette de sa définition.

Michael Wildt a particulièrement souligné cette caractéristique, démontrant que, pour les membres du mouvement national-socialiste, la « Communauté du peuple » était fondamentalement exclusive. Les exclus « de race » ne pouvaient en négocier des critères d'appartenance irréversibles et aucune solution d'inclusion ne leur était proposée, ce qui distingue nettement le « peuple nazi » du modèle théorique de société proposé par Niklas Luhmann[49]. Appartenir à la « Communauté du peuple » promettait inclusion et harmonie à ses membres, mais sa caractéristique première était l'exclusion sur des critères racistes et sociodarwinistes indépassables[50].

Le « peuple », dans un sens organico-biologique, en tant que « corps du peuple » (*Volkskörper*), était le centre intangible de la « Communauté du peuple[51] ». Il n'était pas un *demos*, mais un *ethnos*. Ce « corps du peuple » devait être « guéri », dans son enveloppe physique, vécue, ressentie, et en tant que corps politique[52]. Les politiques racistes et de régénération sociale étaient au cœur du projet du régime. Elles constituaient « les deux faces d'une

---

Cambridge University press, 2000, p. 234.

47. *Ibid.*, p. 234-236.

48. Hans-Ulrich Thamer, « Nation als Volksgemeinschaft. Völkische Vorstellungen, Nationalsozialismus und Gemeinschaftstheorien », dans Jörg-Dieter Gauger et Klaus Weigelt (dir.), *Soziales Denken in Deutschland zwischen Tradition und Innovation*, Bonn, Bouvier, 1990, p. 118-128, ici p. 113.

49. L'autopoïèse du corps social est en effet un fondement essentiel de cette nouvelle histoire du nazisme, car elle offre une mise à distance, par l'abstraction qui permet de réfléchir aux dynamiques et usages de la fabrique du peuple nazi. Cf. Niklas Luhmann, *Soziologische Aufklärung*, *op. cit.*

50. Paul Nolte, *Die Ordnung der deutschen Gesellschaft*, *op. cit.*, p. 192.

51. Michael Wildt, *Die Ambivalenz des Volkes. Der Nationalsozialismus als Gesellschaftsgeschichte*, Berlin, Suhrkamp, 2022 (2019), p. 6.

52. Paula Diehl (dir.), *Körper im Nationalsozialismus. Bilder und Praxis*, Munich, Fink, 2006 ; Boaz Neumann, « The Phenomenology of the German People's Body (Volkskörper) and the Extermination of the Jewish Body », *New German Critique*, 106, 2009, p. 149-181.

même pièce[53] ». Le nazisme était autant une politique sociale en faveur des *Volksgenossen* qu'une biopolitique au détriment des « Juifs », Sintés et Roms, afrodescendants ou de toutes celles et ceux condamnés comme « de moindre valeur » (*Minderwertige*), et appelés à disparaître après l'adoption le 14 juillet 1933 de la loi sur la protection du peuple allemand « contre une progéniture souffrant de maladies héréditaires » (Gesetz zur Verhütung erbkranken Nachwuchses). Dès 1986, Gisela Bock avait démontré par l'étude de la politique de stérilisation forcée, qui fit environ 500 000 victimes femmes et hommes, que le racisme officiel du « Troisième Reich » était plus qu'une idéologie, mais définissait une relation discriminatoire entre groupes majoritaires et minoritaires au sein de la société et constituait une pratique sociale aux fondements d'un nouveau peuple allemand[54].

De fait, les individus étaient inclus dans la « Communauté du peuple » par leur participation active à la réalisation de cet ordre imaginé.

Le tournant praxéologique de la recherche

Le tournant praxéologique a constitué une étape majeure dans l'approfondissement de l'histoire sociale du nazisme et de ses crimes[55], étudiés à hauteur de femmes et d'hommes. Il a replacé au cœur du projet communautaire nazi les pratiques sociales des « Allemands », qui fixèrent la frontière entre inclus et exclus et contribuèrent à fabriquer un ordre social particulièrement inégal. En cela, ce nouveau paradigme se différencie des réflexions de Martin Broszat[56] et Detlev Peukert[57], qui avaient avancé que les dirigeants devaient toujours faire référence à des ennemis intérieurs et extérieurs pour obtenir l'adhésion des « Allemands » et des « Allemandes » à leur projet. C'est une approche *bottom-up* qu'il fallait adopter et prendre comme sujet d'analyse les pratiques sociales des « Allemands » pour lesquels l'appartenance à la « Communauté » constitua un appel et un référentiel à l'action individuelle.

Cette approche prend ses racines dans les réflexions qui renouvelèrent l'histoire sociale dans les années 1990, sous la plume d'Alf Lüdtke en Allemagne ou de Bernard Lepetit

53. Michael Burleigh, Wolfgang Wipperman, *The Racial State. Germany, 1933-1945*, Cambridge, Cambridge University press, 1991.
54. Gisela Bock, *Zwangssterilisation im Nationalsozalismus. Studien zur Rassenpolitik und Frauenpolitik*, Opladen, Westdeutscher Verlag, 1986.
55. Michael Wildt, « Der Holocaust, organisationssoziologisch betrachtet », *Mittelweg*, 36, 24, p. 101-114, ici p. 104.
56. Martin Broszat, « Soziale Motivation », art. cité, ici p. 405.
57. Detlev Peukert, *Volksgenossen und Gemeinschaftsfremde*, *op. cit.*, p. 292 et suivantes.

en France. Pour Lüdtke, « les individus et les groupes ne façonnent pas le profil de leurs perceptions et de leurs actions au-delà, mais dans et par les relations sociales[58] », tandis que Lepetit proposait d'analyser la société « comme une catégorie de la pratique sociale, c'est-à-dire de considérer que les identités sociales ou les liens sociaux n'ont pas de nature, mais seulement des usages[59] ». L'histoire du quotidien (*Alltagsgeschichte*) permet par un changement d'échelle de comprendre celles et ceux qui vivent et font l'histoire à partir de l'analyse de leurs relations interpersonnelles et de leurs implications politiques. Dans ce cadre, le peuple se définit sous l'action du sentiment d'appartenance de ses membres et des pratiques sociales constitutives de cette appartenance.

Frank Bajohr a donné une importance centrale aux pratiques dans les mécanismes d'intégration sociale à une « Communauté du peuple » qu'il identifie à une « Communauté de l'action ». Il souligne ainsi que les dynamiques d'inclusion découlaient d'une participation concrète des individus au nouvel ordre social nazi, non par conviction idéologique mais par volonté d'ascension sociale[60]. L'adhésion aux critères d'inclusion et d'exclusion nazis n'était pas nécessaire à son existence. L'approche par les pratiques a particulièrement inspiré l'histoire des femmes et des genres, qui étudie les « rapports sociaux fondés sur les différences perçues entre les sexes pour identifier les rapports de pouvoir[61] ». Ainsi Nicole Kramer, dans son étude sur les femmes « allemandes » à l'arrière pendant la Seconde Guerre mondiale, a conclu que la mobilisation avait été le principe d'organisation du pouvoir national-socialiste : les femmes en avaient été aussi des actrices majeures en s'adaptant aux objectifs du régime et en les modifiant le cas échéant, pas toujours par accord idéologique, mais plus souvent par intérêt personnel[62].

---

58. Alf Lüdtke, « Einleitung : Was ist und wer treibt Alltagsgeschichte ? », dans *Id.* (dir.), *Alltagsgeschichte. Zur Rekonstruktion historischer Erfahrungen und Lebensweisen*, Frankfurt am Main, Campus Verlag, 1989, p. 6. Citation traduite : « Individuen und Gruppen formen das Profil ihrer Wahrnehmungs- und Handlungsweisen nicht jenseits, sondern in und durch gesellschaftliche Beziehungen ».
59. Bernard Lepetit, « Histoire des pratiques, pratique de l'histoire », dans *Id.* (dir.), *Les Formes de l'expérience. Une autre histoire sociale*, Paris, Albin Michel, 1995, p. 20.
60. Frank Bajohr, « "Community of Action" and Diversity of Attitudes: Reflections on Mechanisms of Social Integration in National Socialist Germany, 1933-1945 », dans Martina Steber et Bernhard Gotto (dir.), *Visions of community*, *op. cit.*, p. 187-199.
61. Joan Scott et Éleni Varikas pour la traduction, « Genre : une catégorie utile d'analyse historique », *Les Cahiers du GRIF*, 37-38, 1988, p. 125-153, ici p. 141.
62. Nicole Kramer, *Volksgenossinnen an der Heimatfront : Mobilisierung, Verhalten, Erinnerung*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 2011, p. 12 et 179.

En soulignant les pratiques, pacifiques ou violentes aux fondements du « peuple » allemand, c'est une intégration fonctionnelle préalable dans la société nazie qui ressort. Le risque est alors de rendre tous les « Allemands » complices et coupables des crimes commis en leur nom, comme s'ils « avaient été pénétrés par des ingrédients cruciaux de la "vision du monde" (*Weltanschauung*) nazie[63] » sans même le vouloir. Mais n'est-ce pas là le propre des membres d'une société prise dans les ambitions d'un régime criminel qui les dépassent ? Les chercheurs travaillant sur les crimes et génocides ont ainsi suivi plusieurs axes de réflexion pour interroger les motivations des « Allemands », donc leurs sentiments d'appartenance, et pour se pencher sur les conséquences de cette appartenance sur les représentations des individus. Certains se sont concentrés sur les élites nazies ou des groupes de criminels par un travail biographique creusant la grille générationnelle et l'argument idéologique[64]. D'autres ont fait du « Troisième Reich » une « dictature consensuelle » (*Gefälligkeitsdiktatur* ou *Zustimmungsdiktatur*), une « dictature au service du peuple » (*Volksstaat*) par les avantages proposés[65] ou les pratiques sociales et politiques profitant exclusivement aux *Volksgenossen*[66]. Pour d'autres enfin, la participation au nouvel ordre social créa une nouvelle normalité, une nouvelle morale où la violence était devenue légitime[67]. Pour Moritz Föllmer, les Allemands ont subi des modifications massives de leur individualité sous l'action des pratiques sociales des deux dictatures allemandes, car « l'individualité et la communauté étaient compatibles et même se renforçaient mutuellement[68] ». L'appartenance et le sentiment d'appartenance à la « Communauté du peuple » avaient créé un nouveau « peuple ».

---

63. Hans Mommsen, « Changing Historical Perspective on the Nazi Dictatorship », *European Review*, 17, 2009, p. 37-80, ici p. 77.
64. Ulrich Herbert, *Werner Best : un nazi de l'ombre*, Paris, Taillandier, 2010 (1997) ; Michael Wildt, *Generation des Unbedingten. Das Führungskorps des Reichssicherheitshauptamtes*, Hambourg, Hamburger Edition, 2002 ; Christian Ingrao, *Croire et détruire*, *op. cit.*, et *La Promesse de l'Est*, *op. cit.*
65. Götz Aly, *Comment Hitler a acheté les Allemands : le III^e Reich, une dictature au service du peuple*, Paris, Flammarion, 2022 (2005).
66. Frank Bajohr, « Die Zustimmungsdiktatur. Grundzüge nationalsozialistischer Herrschaft in Hamburg », dans Forschungsstelle für Zeitgeschichte in Hamburg (dir.), *Hamburg im Dritten Reich*, Göttingen, Wallstein Verlag, 2006, p. 69-121.
67. Harald Welzer, « Wer waren die Täter ? Anmerkungen zur Täterforschung aus sozialpsychologischer Sicht », dans Gerhard Paul (dir.), *Die Täter der Shoah: Fanatische Nationalsozialistsen oder ganz normale Deutsche ?*, Göttingen, Wallstein, 2002, p. 237-253 ; *Id.*, *Täter : Wie aus ganz normalen Menschen Massenmörder werden*, Frankfurt am Main, Fischer, Verlag, 2005 ; Raphaël Gross, *Anständig geblieben. Nationalsozialistische Moral*, Frankfurt am Main, Fischer Verlag, 2010.
68. Moritz Föllmer, *Individuality and modernity in Berlin: Self and Society from Weimar to the Wall*, Cambridge, Cambridge University Press, 2013, p. 11.

La *Volksgemeinschaft* au cœur de la dialectique du pouvoir

L'*Alltagsgeschichte* n'est pas seulement une approche souhaitant faire une histoire « par en bas », inscrite dans l'expérience vécue des individus, grands et petits, femmes et hommes. Elle a aussi pour ambition de replacer les relations de pouvoir au cœur du corps social, de redéfinir la « domination comme une pratique sociale[69] ». Les dirigeants du « Mouvement » avaient pour objectif de neutraliser toute opposition, notamment ouvrière[70], et de convertir les indécis[71]. Bien plus, la « Communauté du peuple » impliquait un degré de participation des *Volksgenossen* et *Volksgenossinnen* au pouvoir, dont il fallait faire des militants actifs du « Mouvement ». La « Communauté du peuple » était un appel à l'action en direction du *Führer*. À partir de 1933, tout un modèle de comportement politique et un nouveau « sens du jeu » furent définis en partie par les « Allemands ». Parler de propagande – dans laquelle la « Communauté du peuple » avait certes une place de choix[72] – ou d'embrigadement dans les organisations du Mouvement ne suffit plus.

C'est ce que souligne Janosch Steuwer dans son livre portant sur 140 journaux intimes qu'il étudie autant comme témoignages que comme instruments de positionnement face au nouveau régime. Il montre ainsi que la période 1933-1934 fut un temps d'établissement des relations au « Troisième Reich » dans une dynamique de politisation qui interdit toute apathie et à laquelle de nombreux « Allemands » prirent une part active. Dans la « vision du monde » nationale-socialiste, le « peuple » devait s'identifier à une « race » et à son *Führer*, et de nombreux « Allemands » répondirent à cet appel.

Adopter une perspective au ras du sol permet de dépasser le débat ancien sur l'opinion publique allemande qui ne permet pas de saisir la charge de transformation sociale du nazisme. Peter Longerich, dans son ouvrage sur les « *Volksgenossen* à contre cœur[73] », montre à raison, en s'appuyant sur un vaste ensemble de rapports dont il a une maitrise

69. Alf Lüdtke, « La domination au quotidien. "Sens de soi" et individualité des travailleurs en Allemagne avant et après 1933 », *Politix*, 4, 13, Paris, 1991.
70. Tim W. Mason, *Sozialpolitik im Dritten Reich*, *op. cit.*
71. Florent Brayard et Andreas Wirsching (dir.), *Historiciser le Mal. Une édition critique de Mein Kampf*, Paris, Fayard, en collaboration avec l'Institut für Zeitgeschichte, 2021, p. 655, par exemple.
72. David Welch, « Nazi Propaganda and the Volksgemeinschaft: Constructing a People's Community », *Journal of Contemporary History*, 39, 2, 2004, p. 213-38, ici p. 217 et 219.
73. Peter Longerich, *Unwillige Volksgenossen. Wie die Deutschen zum NS-Regime standen. Eine Stimmungsgeschichte*, Munich, Siedler Verlag, 2025.

approfondie[74], qu'il est nécessaire de mobiliser plusieurs grilles d'analyse pour étudier les relations entre le « peuple » allemand et son *Führer*. Mais on ne peut plus les résumer à la passivité, au manque d'intérêt politique et de courage ou au scepticisme. L'affermissement du « Troisième Reich » ne peut se réduire à une lecture *top-down* d'une dictature qui aurait essentiellement reposé sur le contrôle des médias et de l'opinion publique ainsi que sur la répression.

Pour étudier les actions individuelles des « Allemands » en situation de dictature, Alf Lüdtke avait forgé le terme d'*Eigensinn*, de « liberté arrêtée à l'intérieur de la servitude[75] ». Il voulait par ce biais explorer « tout ce qui se rapporte à l'individu : présuppositions, pensées, comportements et pratiques, actions et refus d'agir dont le centre est le moi, le soi[76] », la volonté aussi pour chacun de demeurer soi-même (*Beharrungsvermögen*) dans un « champ de forces sociales » marqué par des dynamiques d'exclusion irréversibles et auquel nul ne pouvait échapper[77]. Le « peuple » et la « Communauté du peuple » national-socialiste étaient devenus le premier collectif d'appartenance des « Allemands ». Y appartenir n'était pas un choix, en être définitivement exclu non plus. Mais participer à l'ordre politique de la « Communauté du peuple » prit de multiples formes et revêtit de nombreux usages que les « Allemands » purent négocier, comme à l'occasion du 1er mai qui devint à partir de 1933 une fête officielle du « Troisième Reich[78] ».

Dès 1934, les fêtes officielles de la journée ne réussirent pas à faire de tous les « Allemands » des militants enthousiastes du national-socialisme, mais sans que les comportements individuels rétifs de nombre d'entre eux ne fassent échouer le projet communautaire nazi.

---

74. *Ibid.*, p. 11-26, ou encore *Id.*, *« Nous ne savions pas ». Les Allemands et la Solution finale*, Paris, Le Livre de poche, 2009 (2006), p. 31-74.
75. Georg Wilhelm Friedrich Hegel, *Phénoménologie de l'esprit*, traduction et présentation par Jean-Pierre Lefebvre, Paris, Flammarion, 2012, cité dans Thomas Lindenberger et Alf Lüdtke, « Eigensinn : espaces d'action et pratiques de domination », *Le Mouvement social*, 4, 273, p. 67-89, ici p. 76.
76. « Eigensinn und Alltagsgeschichte. Ein Gespräch von Kornelia Kończal mit Alf Lüdtke und Thomas Lindenberger (2018) », *Eigen-Sinn: Handlungsräume und Herrschaftspraxis*, https://eigensinn.hypotheses.org/69.
77. Alf Lüdtke, « Wer handelt ? Die Akteure der Geschichte. Zur DDR-Geschichtsschreibung über Arbeiterklasse und Faschismus », *Historische Zeitschrift*, 27, 1998, p. 369-410 ; *Id.*, « "En route pour les ténèbres ?" Expérience de l'altérité et reconstitution historienne », dans Anne-Marie Arborio, Yves Cohen, Pierre Fournier, Nicolas Hatzfeld, Cédric Lomba, Séverin Muller (dir.), *Observer le travail. Histoire, ethnographie, approches combinées*, Paris, La Découverte, 2008, p. 185-200.
78. Charlotte Soria, *Le 1er mai, les Allemands et le « Troisième Reich ». La fabrique sociale de la « Communauté du peuple » nationale socialiste (1933-1939)*, Paris, Presses universitaires de France, 2027 (à paraître).

Au contraire, deux modèles de participation politique, attachés à deux « Communautés émotionnelles » et deux imaginaires sociaux complémentaires furent redéfinis sous l'action des « Allemands[79] ». À la nouvelle image de soi et au nouveau modèle de comportement politique défini par les plus militants en 1933 répondit dès 1934 la démobilisation émotionnelle et physique des simples « Allemands » et au droit dont ils se saisirent, à partir de 1935, de se plaindre de l'ordre contraint de l'enthousiasme politique. Il n'y avait pas une seule « Communauté du peuple » nazie. Elle recouvrait plusieurs usages, imaginaires sociaux, pratiques et comportements à l'intérieur des limites de l'exclusion.

Conclusion

Faire l'histoire du « peuple » allemand permet de retracer la généalogie d'une histoire sociale qui a su dépasser une analyse structurelle et catégorielle fondée sur les statistiques, qui conduisait à une réification de ses objets d'étude. Pour cela, il a fallu transformer un slogan de propagande en outil heuristique. « Peuple » et « Communauté du peuple » étaient intrinsèquement liés sous le « Troisième Reich », le « peuple » comme *ethnos*, la « Communauté du peuple » comme utopie et cadre de référence appelant à l'action individuelle ou à la mobilisation, même sans enthousiasme, en faveur du « Troisième Reich », du « peuple » et du *Führer*.

Se pencher sur les contours et mécanismes sociaux aux fondements du « peuple nazi » est essentiel à la compréhension des relations complexes et ambivalentes entre la société allemande et le « Troisième Reich », et à l'analyse de la domination comme pratique sociale, car cela permet de dépasser une lecture utilitariste de la question de l'assentiment populaire. Faire l'histoire sociale du nazisme propose un nouveau paradigme à l'étude du national-socialisme et du « Troisième Reich ». Le sentiment d'appartenance à la « Communauté du peuple », créé et négocié en partie par les « Allemands » entre 1933 et 1934, à l'intérieur des limites rigides de l'exclusion, recouvrit des usages, pratiques, motivations et imaginaires sociaux multiples et fluctuants qui contribuèrent autant à la stabilisation du « Troisième Reich » qu'à la radicalisation de ses politiques criminelles.

79. Charlotte Soria, « La "Communauté du peuple" national-socialiste, un espace de négociations ? », *Histoire, Europe et relations internationales*, 2025, 6, 1, p. 95-108.